

Critiques des choix proposés par Corinne et Viviane

1/ Il faut choisir : on accepte ou non l'idée d'un master pour les futurs enseignants du 2^o degré (je ne parlerai pas ici de la formation des professeurs des écoles).

2/ Il faut aussi choisir : on accepte ou non une augmentation du niveau de formation des maîtres.

Personnellement, j'étais à l'origine contre des masters, permettant à terme, comme dans de nombreux pays, de supprimer les concours nationaux et d'offrir un vivier de diplômés s'offrant sur le marché du travail pour être recrutés directement par tel ou tel établissement (avec évidemment la perte, à terme, du statut de la fonction publique).

Par contre j'étais pour une élévation de la formation des maîtres, d'autant plus nécessaire qu'on voit bien que la logique de l'évolution du LMD est de transformer la licence en un super-Deug (voir la proposition de socle de la licence SMF-SMAI), et que par ailleurs déjà l'ancienne licence était mal enseignée par les universitaires et mal acquise par les étudiants.

La logique du LMD (par ailleurs contestable, mais sans doute inévitable car soutenue politiquement par les gouvernements de gauche comme ceux de droite !) oblige à accepter la mastérisation, mais nous devons essayer de préserver et les concours, et l'élévation de la formation des maîtres, et la formation professionnelle.

Qu'on le veuille ou non, cela demande de travailler sur bac + 6 et non sur bac + 5.

Ce que proposent Corinne et Viviane est simplement de mettre deux étiquettes : appeler M1 une préparation (déjà existante) au concours, et M2 une formation professionnelle (déjà existante) en stage + IUFM. Personne ne peut prendre une telle proposition comme une élévation de la formation, justifiant en particulier la hausse indiciaire des débuts de carrière.

Détaillons pourquoi.

1/ Si l'année de M1 est consacrée à préparer l'écrit **et** l'oral du concours, l'expérience de la préparation actuelle du Capes nous prouve amplement qu'on ne pourra rien y mettre de plus, à la fois par manque de temps et par impossibilité de mobiliser les étudiants sur autre chose. Or il y aurait bien des choses mathématiques à mettre en M1, permettant effectivement d'améliorer la formation des futurs maîtres. je pense là évidemment aux absents de la licence, que nous avons essayés de traiter, avec Aline Robert et Nicolas Pouyanne, dans notre livre "Carrefours..." :

- revenir de façon approfondie sur la notion de nombres réels (construction, divers types de nombres...)
- offrir des compléments sur les nombres complexes
- étudier de façon à la fois élémentaire et profonde les notions de longueurs, aires et volumes
- étudier la mesure des grandeurs géométriques et physiques, et ses rapports avec les divers types d'intégrales vues de la terminale au L3
- revoir le nombre π sous tous ses aspects
- penser enfin la notion d'équation

et des thèmes qui ne figurent pas dans notre livre mais sont essentielles pour un futur maître :

- revoir les géométries dans leur organisations et emboîtements et/ou axiomatisation
- voir les procédures de modélisation de phénomènes physiques par des équations différentielles

L'étude de ces questions, avec une forte composante épistémologique et historique, et une composante en termes de curriculums et transpositions, me paraît être essentielle pour une amélioration de la formation des maîtres. De plus elle est tout à fait compatible avec une préparation à un écrit pouvant se passer en mars ou avril du M1. Par contre elle devient impossible s'il faut en plus, dans le M1, préparer à l'oral.

2/ Pour le M2, on peut le centrer sur la préparation à l'oral, encore sur des contenus mathématiques (tout ce qui précède ne rentrera sans doute pas en M1), mais déjà avec des enseignements d'éléments de professionnalisation épistémo-didactique : natures des savoirs mathématiques, pratique de la dialectique outil-objet, changements de cadres ou registres, potentialité de fonctionnement mathématique des élèves dans les problèmes et exercices, capacités à analyser de ces points de vue des exercices et problèmes ; et aussi : capacités à analyser des organisations mathématiques, des curriculums locaux, voire parfois plus globaux.

Pour que ceci soit vraiment pris en charge par les élèves, il faut que cela serve dans les épreuves orales. De ce point de vue, les deux épreuves actuelles ne me semblent pas dépassées. Pourquoi vouloir les réunir en une seule, qui risque d'être un monstre ressentie par les candidats comme un "tout ou rien" ?

Et les "reçus-collés" ? Ne nous leurrions pas, il y en aura toujours ! Il faut prévoir pour eux un cursus de deuxième année amélioré, leur permettant de repasser l'écrit. Par ailleurs, cela ne me semblerait pas absurde que seuls les admissibles à l'écrit ayant validé le M1 puissent s'inscrire à l'oral.

Autre question : faut-il prévoir des stages en M2 ? Cela ne me paraît pas sûr du tout. Si on le demande actuellement, c'est parce que le ministère veut supprimer le stage en responsabilité comme fonctionnaire stagiaire, avec intervention de la formation IUFM. Mais n'est-ce pas là qu'il faut se battre ? Améliorer le niveau de formation des maîtres demande, qu'on le veuille ou non, une année de formation en plus. Il faut absolument défendre une formation professionnelle en bac + 6, payée comme stagiaire et avec formation professionnelle, bref l'année de PLC2 (quel que soit le nom qu'on lui donnera). C'est d'autant plus facile de se battre sur ce point que c'est le point faible du ministère, sur lequel on peut le faire reculer, tant le sabotage de la formation professionnelle est difficile à défendre.

Je pense enfin que la position ci-dessus est facile à faire accepter les collègues de mathématiques, pour qui le point décisif est qu'on fasse encore des maths en M1.